



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 17 mars 2022

## **Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre**

### **Usine Goodyear d'Amiens**

**Jeudi 17 mars 2022**

*Seul le prononcé fait foi*

Mesdames et Messieurs les élus de ce beau territoire,  
Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les salariés de Goodyear et les élus au CSE,  
Mesdames et Messieurs,

Je crois que nous sommes ce matin réunis pour un événement fortement symbolique. Fortement symbolique parce que dans l'opinion publique – moi qui hélas, ne suis pas Picard, personne n'est parfait – quand on parle de Goodyear et d'Amiens, cela évoque des souvenirs difficiles, des souvenirs douloureux, vous le savez toutes et tous. Vous connaissez mieux que moi encore cet historique et je viens ici à Amiens, chez Goodyear, ce matin, vous parlez d'un projet d'avenir fort.

Vous dire qu'il faut investir en France, qu'il faut innover en France, qu'il faut réindustrialiser la France. Vous dire qu'il faut toujours, et à chaque fois que cela est possible, privilégier le dialogue social, comme j'essaie de m'y employer en ma qualité de Chef du Gouvernement, vous dire qu'il faut travailler sur la compétitivité, sur l'excellence, sur l'innovation. Tout ça me va parfaitement bien puisqu'il se trouve que cela figure au cœur de l'action du Gouvernement et des orientations du Président de la République. Dans les moments que nous traversons où les crises se succèdent, non s'additionnent

les unes aux autres, elles font apparaître finalement entre nous ce que nous savions déjà, mais que peut-être, nous ne voulions pas regarder avec la lucidité nécessaire : nous devons recouvrer notre souveraineté. C'est un sujet majeur pour notre pays et pour l'Europe.

Le projet dont vous parlez est un projet emblématique. Pourquoi sommes-nous à vos côtés ? D'abord, je l'ai dit, vous assurez la pérennité de votre entreprise en vous adaptant à la demande et au marché, en restant compétitif. C'est cela l'esprit d'entreprendre. Mais ce qui est intéressant c'est de voir comment ce marché évolue. Et en fait, vous m'avez expliqué, je l'avais déjà lu, mais c'est mieux quand on le voit et quand c'est expliqué par les acteurs, que vous vous dirigez finalement vers des gammes de pneus adaptés ou mieux adaptés – à quoi ? Aux véhicules électriques. Alors, ça, évidemment, ça que la recherche de votre compétitivité rejoint des objectifs d'intérêt général. Passer du véhicule thermique au véhicules électrique, on pourrait en parler deux heures parce que c'est un formidable défi.

Ici, nous sommes sur le segment des pneus, mais reconverter toute cette industrie avec toute la chaîne de ses sous-traitants, c'est un défi colossal. Et nous nous y préparons avec toute la filière. Cela majeur et, je le dis et je le revendique devant vous, cela nécessitera un fort investissement de l'État et de l'Union européenne dans l'accompagnement des process, dans l'accompagnement des salariés. Sinon, nous n'y arriverons pas. Tout sera fabriqué ailleurs, dans des pays qui ne respecteront pas les mêmes normes sociales, les mêmes normes environnementales que nous. Et notre souveraineté, j'y reviens, se trouvera compromise en même temps que nos valeurs fondatrices. Quand vous investissez, vous améliorez votre compétitivité. On me dit, et c'est sûrement vrai, c'est Agnès qui me le dit, que l'on va vers l'une des usines les plus modernes d'Europe. Vous confirmez évidemment, et je le crois aussi. 800 emplois seront pérennisés ici à Amiens, Mesdames et Messieurs les élus, Madame la préfète.

Alors je veux évidemment saluer l'engagement. On a discuté. Je l'ai dit ici devant tout le monde, pardon, nous avons eu nos exigences. Je le dis, il vaut mieux que ce soit dit une fois pour toute. Ça a duré d'ailleurs quelques mois. Mais enfin, le résultat est là, vous avez fait le choix d'investir à Amiens, en France, en Europe, je parle sous votre contrôle, de l'ordre de 150 millions d'euros sur 5 ans pour réaliser ce projet essentiel. Je veux donc, au nom du Gouvernement de la République, vous exprimer notre gratitude. C'est un tournant très hautement symbolique. Je ne reviens pas sur le passé, mais il ne faut pas l'oublier. Jamais.

Mes remerciements s'adressent évidemment quand je parle d'une entreprise à toute l'entreprise. Et bien entendu à ses salariés. Je parlais tout à l'heure du dialogue social, vous m'avez expliqué que le CSE s'est réuni encore hier soir tard, pour parler de ce projet, je crois qu'il s'est prononcé favorablement, c'est très bien, vous avez raison. Une entreprise vit d'abord des femmes et des hommes qui la composent. Et je reviens sur le mot accompagnement. L'investissement que vous allez faire, il est bien sûr dans les machines, dans les process industriels. Vous allez, on l'a dit, je ne peux pas rentrer dans les détails, vous décarboner.

On a vu que pour chauffer des pneus, aujourd'hui, vous recourez au gaz. Vous avez des process qui vous ne vous permettent pas d'optimiser au maximum l'énergie utilisée, et donc peut-être que vous en gaspillez un peu. Donc tous ces investissements vont vous permettre de faire cette mutation.

Mais ce sont aussi des plans d'accompagnement, de formation, et donc d'investissement dans les femmes et les hommes qui travaillent ici. Ils ne vont plus, c'est la vie économique, ici comme ailleurs, exercer exactement le même métier. D'ailleurs, je le dis au passage, j'ai bien compris, je le vois souvent, la pénibilité de leur travail se trouvera aussi allégée par les processus que vous allez mettre en œuvre. Tout cela exige la formation. Et j'indique bien que dans l'argent que l'État va déployer au soutien de votre investissement, il y a – nous avons pris nos responsabilités – un effort de formation et d'accompagnement de cette formation tout à fait significatif. Il est, vous en êtes convaincu, mais je veux le redire à la place qui est la mienne, indispensable pour la réussite de ce projet, et nous y sommes extrêmement attentifs. Et puis, bien sûr, je ne vais pas remercier l'État. Ça, ça ne se fait pas. Vous l'avez fait à ma place.

Enfin, je rappelle quand même que l'État, c'est-à-dire le contribuable, la nation, investit dans ce projet. Investit près du tiers quand même de l'investissement que vous allez consentir. J'y insiste beaucoup, ce qui nous a beaucoup marqué et guidé, c'est le caractère très innovant des investissements que vous allez consentir. C'est le caractère très ambitieux des plans de formation que vous allez déployer.

Si je me déplace, c'est bien sûr pour venir au contact des acteurs locaux, pour soutenir un projet particulier, symbolique, majeur. Mais c'est aussi, si vous me le permettez, dans le rôle qui est le mien, pour illustrer un pan de l'action publique, un pan de l'action gouvernementale. Et celui-là, je l'ai dit d'emblée, il s'appelle la réindustrialisation du pays.

Le constat, vous le connaissez toutes et tous. Je le rappelle quand même : je ne suis pas remonté aux calendes grecques, mais entre 1980 et la fin des années 2010, notre beau pays, la France, je dis à tout le monde, et en particulier ici aux salariés de Goodyear, a détruit, a perdu 50 000 emplois industriels en moyenne par an. C'est une responsabilité collective que nous devons assumer. Mais surtout, dont nous devons impérativement tirer toutes les conséquences. C'est la vertu des crises sans doute. Elles nous conduisent peut-être à ouvrir davantage les yeux, et à accélérer des processus qui sont en œuvre.

Ce processus, c'est la réindustrialisation. Je pourrais multiplier les chiffres, je vais vous en donner encore deux quand même, si vous m'y autorisez. La part de notre industrie, comme ici, dans la richesse nationale française en 2000, je vais un peu moins loin dans le temps, était à 17 % l'industrie. En 2018, donc 18 ans après, nous étions tombés à 12 %. Je vais vous donner, toujours en 2018, le chiffre de l'Allemagne. Nos amis allemands, 23 %. L'Italie, 18 %. Nous n'avons pas toujours tendance à associer l'Italie à une nation industrielle, eh bien c'est plus que nous. Les chiffres sont clairs et pourtant, l'industrie, ici, est un des secteurs économiques les plus, comme on dit, riche à l'emploi. Vous numérisez et vous automatisez, parce que la compétitivité des segments industriels, s'est accompagnée de création d'emplois. L'industrie est créatrice d'emplois.

L'industrie, évidemment, est un formidable vecteur d'innovations. On le voit. 70 % aujourd'hui de ce qu'on appelle « la recherche et développement en France » privée se passe dans l'industrie.

Je rappelle aussi, puisque nous avons de redoutables problèmes d'inflation, de pouvoir d'achat, que dans les branches industrielles les niveaux de salaires sont en moyenne plus élevés. Ce n'est pas qu'il n'y a pas des problèmes, que ce soit parfait, etc., mais enfin il y a des accords de branches, et nous déployons beaucoup d'efforts avec Élisabeth BORNE pour progresser sur ce sujet, notamment sur la question dite des minimas de branche. Dans l'industrie, il y a encore une fois un dialogue social qui est vivace, parfois dur, mais ça voilà, c'est la démocratie sociale. Mais ça a abouti à des résultats très concrets pour les salariés de ce secteur.

Vous comprendrez aussi que je vous parle d'aménagement du territoire. Ici, on est à Amiens dans une grande métropole, mais peut-être serez-vous surpris de savoir que 70 % de nos implantations industrielles se situent hors des grandes métropoles. Lorsque vous allez visiter, par exemple, un département comme le Jura, que nous soutenons rarement là aussi pour sa

réindustrialisation, vous voyez que dans des communes de 2 000 habitants, 600 habitants, il y a des unités industrielles, parfois de la taille et de l'importance de l'usine que j'ai l'honneur de visiter aujourd'hui. J'insiste beaucoup devant vous parce que je pense que c'est le défi de nos générations politiques. Nous pouvons, nous devons, nous savons, concilier transition écologique et politique industrielle.

C'est tout l'enjeu de la décarbonation. Tout l'enjeu du respect des normes environnementales. Comment on peut mener l'indispensable transition écologique sans sacrifier la croissance économique et sociale ? C'est tout sauf simple, mais c'est un objectif politique majeur. C'est en tout cas celui que par tous moyens, sous l'autorité du président de la République, mon Gouvernement recherche.

Enfin, ai-je besoin d'insister devant vous : investir dans notre industrie, c'est recouvrer notre souveraineté, c'est être moins dépendant. Vous voyez ce qui se passe en ce moment où un pays décide unilatéralement d'agresser une démocratie. Évidemment, on prend des sanctions. Cette situation montre la dépendance dans laquelle on se trouve, par rapport à ces États. Cette dépendance, elle est surtout sur les segments stratégiques : l'industrie, je pourrais parler de l'agriculture, de l'agroalimentaire, mais je suis ici dans une usine. Nous devons, et c'est ce que nous faisons, réinvestir massivement dans l'industrie.

On a fait un plan de relance, c'est pour parler dans la période récente 100 milliards d'euros, c'est massif. Sur ces 100 milliards d'euros, le choix politique a été fait d'en consacrer 35 à l'industrie, parce qu'il y a un fort rattrapage à faire. Et je veux saluer le travail de la ministre déléguée à l'Industrie, Mme Agnès PANNIER-RUNACHER, qui s'investit considérablement sur ce sujet.

Les premiers résultats sont là. La France a cessé de détruire des emplois industriels. La France se remet à créer des emplois industriels. Je vous ai parlé tout à l'heure d'un rythme de 50 000 destructions par an. Vous vous souvenez ? Bon, on en a recréé en net avant la crise sanitaire 30 800. Et en 2020, une année tout à fait particulière, tout s'est arrêté, mais pas qu'en France pour le coup. Et en 2021, nous avons créé en net, ce sont les premiers effets du plan de relance, 18 000 emplois industriels.

Deuxièmement – les chiffres sont clairs là aussi – la France, pour les investissements de groupes étrangers, est le pays le plus attractif, le plus attractif, notamment sur le segment industriel. Et les projets d'investissement dans ce domaine se multiplient, en particulier Madame la préfète ici, dans la

Somme, dans le façonnage pharmaceutique, l'entomoculture. J'ai découvert qu'on pouvait, avec des mouches et des scarabées, arriver à produire des engrais azotés. Cela tombe bien parce que vous voyez bien que là aussi, sur le segment des engrais azotés, on est très dépendant de l'extérieur, comme le font à juste titre observer nos agriculteurs. Nous en sommes à plus de 800, sous ton contrôle Agnès, opérations de relocalisation en France.

Je parlais du Jura, je suis allé y visiter une usine de jouets. Une chaîne avait été délocalisée en Chine. Grâce au plan de relance qui je ne l'ai pas dit, sera relayé par le plan France 2030, parce qu'il faut investir, évidemment, cette stratégie dans la durée, cette chaîne de production de jouets sera désormais relocalisée en France, dans le Jura. C'est peut-être l'un des plus forts symboles que je pourrais donner – que ceux qui m'ont déjà entendu le citer me pardonnent, mais il m'a tellement marqué.

Nous sommes encore dans une crise sanitaire. Là aussi, qu'est-ce que cette crise a montré comme dépendance sur certains produits médicaux, sur certains médicaments par rapport à des pays étrangers, sur la fabrication de vaccins ? Vous avez vu tout ça, mes chers concitoyens. Bon, une fois qu'on l'a vu, qu'est-ce qu'on fait ? On réinvestit. Et l'exemple qui m'a marqué, c'est quand je suis allé dans le nord de l'Isère, dans cette usine qui produit non pas des pneus, mais du paracétamol qui avait tout délocalisé au milieu des années 2000 dans le Sud-Est asiatique. Grâce au plan de relance et à la politique initiée en France et en Europe, elle a décidé de tout relocaliser dans l'Isère. Et je vous assure que quand vous êtes avec des salariés qui ont connu l'ancienne unité de fabrication, qui avait été symboliquement détruite, et que nous avons fait ensemble le chemin de l'endroit où se trouvait l'ancienne unité de fabrication pour aller poser la première pierre de la future unité qui, de surcroît, produira davantage encore de paracétamol que ce qui avait été délocalisé à l'époque vers le Sud-Est asiatique, on se dit, Mesdames et Messieurs, que la France travaille pour l'avenir et pour sa souveraineté.

Je ne peux à ce stade m'empêcher de vous dire que nous avons une conception de la souveraineté, qui est bien sûr nationale, mais qui est aussi européenne. Nous avons besoin de l'Europe. Il se trouve que dans ces moments historiques, c'est la France qui préside depuis le 1er janvier, le Conseil de l'Union européenne. Nous travaillons d'arrache-pied. Je parlais tout à l'heure de la ressource humaine : j'espère vivement que, sous présidence française, nous ferons significativement progresser le dossier du SMIC européen, puisque nous sommes aussi en concurrence au sein de l'Union et que donc il faut égaliser tout ça.

Je peux vous dire la fierté qui est la mienne, qu'il y a deux jours, les ministres se soient mis d'accord pour une étape, il en faudra d'autres, mais elle est hautement symbolique et majeure en vue de l'institution à l'échéance 2025-2026, c'est un tournant fort, d'une taxe carbone aux frontières extérieures de l'Union. Les États membres ont identifié des secteurs prioritaires, il y en a cinq : l'acier, l'aluminium, le ciment, les engrais, l'électricité. Cela veut dire quoi ? Ça veut dire que les pays qui ne respecteront pas, dans les process de production les mêmes normes environnementales que nous serons taxés à l'entrée de l'Union européenne. C'est un progrès considérable pour nous, porteur d'équité et d'égalité qui doit aussi pousser ces pays. Parce que c'est bien l'enjeu : on ne peut pas être un îlot dans la transition écologique.

La transition écologique sera mondiale ou ne sera pas et nous avons une responsabilité forte, particulièrement forte à l'égard des pays en développement. Mais nous avons dans le même temps l'obligation aussi de faire en sorte que tous les investissements que vous consentez, tous les efforts de formation que vous allez entreprendre ne soient pas mis à mal parce qu'à l'arrivée vos prix seront ce qu'ils sont et viendront être concurrencés. J'emploie le futur, mais évidemment c'est la réalité actuelle, et massive, qui a abouti entre autres à la désindustrialisation que j'ai décrite tout à l'heure. C'est un changement complet de paradigme. Et moi qui suis, voyez-vous, un élu rural, qui aime beaucoup la ruralité, l'une des fiertés les plus fortes, même si tout ça doit être largement développé et amplifié, c'est d'avoir lu dans les dernières productions de l'INSEE que c'est dans les territoires les plus pauvres de notre pays que l'emploi industriel a le plus progressé. C'est là que le taux de chômage, qui reste encore – pas d'autosatisfaction – beaucoup trop élevé, a le plus baissé, notamment grâce à l'industrie.

Bref, vous l'avez compris, venir à Goodyear devant vous ce matin, comme je l'ai dit, c'est extrêmement riche de symboles parce que cela montre qu'on agit sur beaucoup de leviers. Je veux évidemment me réjouir avec les élus de ce territoire qui se battent partout pied à pied pour assurer leur développement, pour sauvegarder les emplois. Je veux me réjouir de ce que nous faisons ce matin, de l'accord, Messieurs le président, que nous avons conclu. Je vous fais confiance pour le mettre en œuvre de façon dynamique. Je vous ai dit "Ne vous arrêtez pas là, adaptons-nous aux circonstances."

Nous avons ouvert ce qu'on appelle des appels à projets, des appels à manifestation d'intérêt pour votre recherche et développement. Voyez comment pour faire chauffer vos pneus vous sortez complètement de l'approvisionnement en gaz. Pas simple. Oui, je vois vos yeux, mais c'est aussi

le génie, l'innovation, l'industrie. C'est la création et il faut y aller. L'État est là pour vous accompagner, car c'est la direction. Le défi de notre génération, c'est vraiment de se dire comment on conduit la transition écologique qui n'est plus un choix, qui n'est plus un choix, et comment on la concilie avec le maintien d'une croissance économique et sociale forte.

La transition écologique, pas plus qu'une autre politique, Mesdames et Messieurs, ce n'est pas le retour en arrière. La transition écologique est porteuse d'avenir. Il faut tout simplement que nous nous en donnions ensemble les moyens, que nous en ayons la volonté, à commencer par nous responsables politiques et dépositaires du suffrage universel. Que nous sachions fédérer, accompagner, entraîner, d'où, j'y insiste, le dialogue social, que nous fassions des choix judicieux d'investissements et que nous soyons finalement animés par la volonté de servir notre pays et les générations qui vont nous succéder.

Je vous remercie.